

PLAIDOYER POUR UNE « TRANSFOR- MATION RÉALISTE »

La stratégie de la social-démocratie allemande

Par Marc Saxer
Novembre 2021

**FRIEDRICH
EBERT** 
STIFTUNG

Le 26 septembre dernier, le parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) a remporté les élections fédérales allemandes : aux yeux des électeurs, Olaf Scholz était devenu le candidat dont la compétence, les objectifs en matière de justice sociale et la force de conviction permettraient de faire face aux grandes mutations économiques et sociétales que traversera le pays dans les prochaines années. C'est l'unité du parti, faisant bloc derrière son candidat, qui a rendu possible ce succès électoral. Comment le parti est-il parvenu à rassembler le camp des sociaux-démocrates, qui offraient encore récemment le spectacle lamentable d'une social-démocratie divisée en courants opposés, sous la bannière du « respect » ? Quels enseignements peuvent tirer les sociaux-démocrates européens de la campagne du SPD ?

TENDRE LA MAIN POUR MIEUX RASSEMBLER

La social-démocratie était divisée par deux débats politiques centraux. En matière d'économie, les sociaux-démocrates se déchiraient sur la question de l'héritage de la « troisième voie » qui avait été engagée sous l'ère Schröder. Pouvait-on considérer que les réformes adoptées sous son mandat telles que « l'agenda 2010 », autrement dit le désengagement de l'Etat et le renforcement du marché érigés en principe central de l'organisation économique, avaient engendré une décennie marquée par une forte croissance, une baisse du chômage et des recettes fiscales abondantes ? Ou fallait-il au contraire voir dans les coupes budgétaires dans le système d'assurance sociale la cause d'une aggravation des inégalités et de l'émergence d'un nouveau prolétariat précarisé et marginalisé, ayant favorisé l'essor ultérieur des populistes d'extrême-droite ? En 2019, le SPD est parvenu à mettre un terme à ces querelles internes interminables en adoptant à la quasi-unanimité un texte de compromis sur « l'Etat social ». Après des années « d'errance néolibérale », le SPD a sensiblement glissé vers la gauche de l'échiquier politique, sans toutefois verser dans la radicalité, et ainsi regagné la confiance de millions d'anciens électeurs, qui, auparavant agacés par la « trahison commise par le parti protecteur des travailleurs », s'étaient tournés vers la gauche et la droite radicales ou s'étaient réfugiés dans l'abstention.

Dans un deuxième temps, le débat interne au sein du SPD a porté sur la question de savoir si la gauche, en matière de société, devait aujourd'hui représenter les minorités discriminées au sein de la population – personnes victimes du racisme, LGBT – ou bien les travailleurs « blancs » précarisés. En les rassemblant sous la bannière du « respect », le SPD est parvenu à réunir les différents courants divisés sur cette question. Respect à l'égard des personnes victimes de racisme et des personnes queer qui se sentent exclues ; respect à l'égard des travailleuses et des travailleurs qui font tourner le pays pour nourrir les leurs ; respect à l'égard des Allemands de l'Est qui, après la réunification, ont subi le discrédit porté sur ce qu'ils avaient accompli durant leur vie ; respect à l'égard des personnes habitant des régions désindustrialisées et qui se sentent abandonnés ; respect à l'égard du citoyen moyen qui reste attaché à ses habitudes et voit son mode de vie raillé par les citadins branchés des grandes villes. La notion de respect a permis de jeter des ponts entre les gens pour mieux les rassembler.

Après ces multiples dissensions entre « représentants de l'aile gauche et néolibéraux progressistes », « cosmopolites et communautaristes », c'est finalement cette stratégie visant à « jeter un pont entre les différentes réalités sociales » qui a le plus séduit les électeurs. Cette stratégie est cependant bien plus qu'une simple formule de compromis destinée à l'apaisement temporaire des conflits à l'échelle de la société ou d'un parti : elle décrit le rôle stratégique que la social-démocratie doit jouer dans la sphère politique au cours de la décennie 2020.

LE RÔLE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE POUR LA DÉCENNIE À VENIR

Les pays occidentaux sont ébranlés par diverses crises : crise financière, crise de la zone euro, crise climatique, crise migratoire, crise de la démocratie et crise sanitaire. Face à cette situation, les réponses politiques qui en découlent redessinent le paysage politique dans ces pays. D'un côté, les conservateurs et les populistes de droite adoptent une position de déni, contestant la nécessité d'un changement en profondeur ou

faisant miroiter aux citoyens la possibilité de ressusciter un âge d'or qui n'a jamais existé. De l'autre côté, les écologistes et les néolibéraux progressistes insistent pour mettre en place des réformes disruptives, quoi qu'il en coûte aux éventuels perdants de ce processus de transformation. Entre ces deux pôles, la social-démocratie incarne cette force politique capable de concevoir les grandes transformations tout en y associant la grande majorité des citoyens. A ce titre, la « transformation réaliste » montre la marche à suivre. Ce concept part du constat que l'ampleur et l'urgence des défis qui nous attendent n'autorisent plus de louvoyer. Pour mieux répondre à ces défis, la « transformation réaliste » implique de revenir aux rapports de forces qui traversent la société. Les changements de cap en matière d'économie politique ne peuvent trouver leur source que dans la résolution de conflits qui surviennent à l'échelle de la société. A chaque velléité de changement de notre façon de vivre, de travailler, de produire et de consommer, d'habiter et de nous déplacer, des forces d'opposition se réveillent et font résistance à ces mutations d'ampleur. Certains s'y opposent parce qu'ils croient profiter d'une économie politique qui préserve le statu quo. D'autres résistent à ces transformations parce qu'ils refusent d'abandonner un mode de vie qu'ils chérissent. Pour surmonter la crise, aucune catégorie de population à elle seule – aussi influente soit-elle – ne peut imposer les changements de cap nécessaires pour surmonter la résistance exercée par ces forces d'inertie. Seule une large coalition à l'échelle de la société est susceptible de rassembler les leviers d'actions suffisamment puissants pour imposer les changements politiques nécessaires. En d'autres termes, créer de larges alliances implique de ne pas diviser, mais bien de s'allier avec d'autres couches de la société.

UNE NOUVELLE FORMULE POUR FORMER DE LARGES ALLIANCES

Aussi, la « transformation réaliste » s'appuie sur un large éventail de propositions relatives aux questions politiques et de société autour desquelles peuvent se retrouver des citoyens représentant des intérêts, des identités, des visions du monde et des valeurs différents, dans le but d'œuvrer ensemble pour un avenir meilleur. Cette approche passe par l'élaboration de propositions accessibles au plus grand nombre possible de réalités sociales du pays. Pour ce faire, il est indispensable d'avoir une idée claire de ces différentes composantes et de comprendre en quoi elles divergent les unes des autres à travers les situations socio-économiques des citoyens, leurs échelles de valeurs et leurs conceptions idéologiques de la société. L'objectif est donc de constituer des plateformes de coalition de sorte qu'elles reflètent les chances et les difficultés, les espoirs et les peurs, les valeurs et les visions du monde qui caractérisent le plus grand nombre possible de réalités sociales.

La politique climatique donne une illustration de ces enjeux. La radicalité des appels lancés en faveur d'une « révolution climatique » ou d'un « état d'urgence climatique » n'a guère eu d'écho en dehors des cercles de jeunes urbains hautement qualifiés, voire a même eu un effet repoussoir sur de nombreux citoyens. Dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, nous n'avons pas besoin de solutions avant-gar-

distes intransigeantes, mais de larges ensembles de mesures susceptibles de rassembler des personnes issues du plus grand nombre possible de réalités sociales. Dans ce contexte, la coalition en faveur de la « croissance verte » entre activistes écologistes, technocrates, marchés des capitaux et entreprises technologiques n'est pas encore assez large. L'expérience française des gilets jaunes l'a montré : planifier des augmentations de taxes sans se soucier de leurs répercussions sur les perdants de la mutation en cours, c'est affronter un mouvement de protestation susceptible de faire dérailler les objectifs de protection de l'environnement. Seul un véritable « New Deal vert » susceptible d'apporter des compensations aux perdants du changement structurel permettra de trouver une résonance auprès de la plupart des réalités sociales vécues dans le pays. La transformation écologique et sociale ne sera donc possible qu'à la condition d'y associer les couches sociales qui constituent ensemble la grande majorité de notre société.

Des enseignements importants peuvent être tirés de cet exemple afin de construire ces plateformes de coalition. Il existe au sein du camp progressiste une multitude de politiques d'alliances qui entendent rassembler différents groupes de population. La gauche « mouvementiste » construit des alliances intersectionnelles en liant entre eux des mouvements sociaux tels que la lutte contre la pénurie de logements, la lutte contre le changement climatique et le combat contre le racisme. Cependant, des alliances intersectionnelles entre des individus marginalisés et des individus hautement qualifiés, mais confrontés à une situation de précarité, ne disposent pas des leviers d'actions suffisamment puissants pour surmonter les forces d'inertie en présence et mettre fin au statu quo. Les alliances intersectionnelles entre activistes dont les intérêts, l'identité et l'idéologie sont en partie contraires sont la plupart du temps fragiles et ne font pas suffisamment d'adeptes au-delà des cercles des classes urbaines hautement qualifiées. Les alliances populistes de gauche tentent de résoudre ce problème en proposant de rassembler 99% de la population au sein de coalitions interclassistes opposées à l'élite des 1%. Dans la pratique, cette tentative réussit toutefois rarement. Le populisme de gauche n'a pas suffisamment de relais au sein des discours dominants de la sphère politique, dans le monde de la recherche et dans les médias pour prétendre convaincre une majorité politique et sociale de la pertinence de son analyse. L'approche centriste « attrape tout », qui vise toutes les catégories de population jusqu'aux plus petites niches démographiques et formule des propositions politiques fondées sur des sondages et des tests menés sur des groupes de populations ciblés (« I have a policy for that »), atteint également ses limites à l'heure de la post-vérité. Les slogans stériles inventés par les agences de marketing ne peuvent rien opposer à la violence des émotions que soulèvent les campagnes populistes.

En conséquence, les propositions de coalition visant la « transformation réaliste » doivent d'une part être les plus larges possibles pour rassembler des individus dont les intérêts, l'identité, la vision du monde et les valeurs sont différents; d'autre part, ces alliances doivent se tenir à l'écart des extrêmes. L'enjeu principal est de savoir qui détermine l'agenda de cette alliance. Dans la plupart des mesures proposées par les progressistes, ce sont les classes urbaines hautement qualifiées qui mono-

polisent les débats, formulent les solutions concrètes et fixent donc l'agenda. Or, cet agenda reflète en premier lieu les peurs et les espoirs, la vision du monde et le mode de vie d'une catégorie sociologique se considérant comme l'avant-garde des valeurs morales, et suscite par conséquent le soulèvement de forces contraires. Devenus les acteurs d'une bataille visant à prendre l'ascendant dans l'opinion, partisans et pourfendeurs du changement se neutralisent dans des joutes verbales mobilisant des valeurs morales. Dans ce contexte, la tentative d'imposer à la société un agenda avant-gardiste est tenue en échec par les rapports de force qui traversent la société.

Cela ne signifie nullement qu'aucun rôle important n'incombe aux jeunes urbains hautement qualifiés dans l'élaboration de l'agenda de la transformation. Leur expertise, mais aussi la passion qui les anime sur ces questions sont indispensables. Toutefois, ils doivent être disposés au compromis avec d'autres classes sociales et d'autres milieux culturels, car seule une large alliance visant le changement pourra surmonter les obstacles issus des rapports de force au sein de la société. Il est donc grand temps d'abandonner la posture avant-gardiste morale et de passer en revue les éléments que l'on pensait aller de soi, qu'il s'agit désormais d'évaluer à l'aune de leur compatibilité avec une majorité de la société.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ACCÉLÈRE LA MODERNISATION EN ÉLARGISSANT SA BASE SOCIALE

Qui peut former des alliances à la fois tournées vers le changement et rassemblant les différents groupes sociaux d'une société plurielle ? Depuis toujours, la grande force de la social-démocratie a été de forger des compromis sociaux entre différentes couches de la société. Au cours de la dernière « grande transformation », la social-démocratie a rétabli la paix sociale en négociant le compromis entre capital et travail à travers la mise en place de l'Etat social. Aujourd'hui encore, c'est à la social-démocratie qu'il revient de maintenir l'équilibre social et d'associer le plus grand nombre possible de personnes à la prochaine « grande transformation ».

En apportant des compensations aux potentiels perdants du changement à venir, la social-démocratie désamorce et embarque les éventuelles forces de résistance qui pourraient s'opposer à elle. Grâce au filet de sécurité des aides sociales, à l'amélioration des équipements des forces de police et à un système de protection sociale de haut niveau, la social-démocratie offre une sécurité à tous ceux qui en ont besoin pour les aider à accepter le changement. En invitant les citoyens à participer aux décisions et à la mise en place de la transformation, la social-démocratie leur permet de surmonter le sentiment d'impuissance qu'ils ont connu par le passé et leur offre l'opportunité de se réaliser eux-mêmes. En faisant du respect à l'égard de chaque accomplissement et de chaque parcours de vie une vertu cardinale, la social-démocratie noue un lien avec des personnes issues des milieux sociaux les plus divers et qui se sentent exclues, dénigrées ou délaissées. La social-démocratie accélère donc la transformation sociale, écolo-

gique et numérique en élargissant la base sociale susceptible de soutenir ce grand bouleversement.

UNE COALITION DE PROGRÈS POUR ENTRER DANS UNE NOUVELLE ÈRE

Joe Biden avait précédemment gagné la faveur des électeurs américains grâce à une combinaison similaire de deux impératifs : agir vite et rester à l'écoute des gens. Le nouveau président américain a mis un terme à l'ère néolibérale en adoptant le programme « Build Back Better » doté d'un financement de plusieurs milliards de dollars et fait du néo-keynésianisme la ligne directrice de la politique de son administration. Avec le retrait des troupes américaines stationnées en Afghanistan, Joe Biden tire un trait sur l'époque de l'interventionnisme humanitaire pour mieux concentrer les ressources des Etats-Unis sur son programme de relance domestique et sur les défis géopolitiques que représente l'Asie. Cette nouvelle ère apporte son lot de nouveaux défis pour les Européens. Dans la concurrence que se livrent les Etats-Unis et la Chine, les relations économiques sont polarisées, les accès aux marchés restreints et les alliés des deux puissances concurrentes mis sous pression. Dans ce contexte, l'Union européenne doit renforcer sa propre souveraineté.

Ces changements de paradigmes en matière d'économie et de politique étrangère et de sécurité déterminent également la marge de manœuvre dont disposera le prochain gouvernement allemand. Celui-ci fait face à une tâche monumentale qui embrasse les prochaines décennies : il doit à la fois mettre en œuvre la « grande transformation » plus vite, avec davantage de détermination et de façon plus disruptive que jusqu'alors, et y associer une garantie d'inclusion, de justice sociale et de respect à l'égard de tous les groupes sociaux. Le sens de cette mission s'esquisse déjà dans l'idée d'une coalition du progrès et du changement, qui a été formulée en ces termes par les partis en négociations pour décrire l'orientation politique qu'ils souhaitent donner à leur future alliance gouvernementale. La social-démocratie peut y jouer un rôle historique de premier plan en apportant à la société, plongée dans le vertige du changement, la stabilité politique dont elle a besoin à travers l'inclusion, la justice sociale et le respect. Face aux grands défis dont il faudra se saisir dans la prochaine décennie, la « transformation réaliste » apparaît pour la social-démocratie comme la signature d'une identité politique semblable à nulle autre pareille.

L'AUTEUR

Marc Saxer est le directeur du service Asie de la Fondation Friedrich-Ebert et membre de la commission des valeurs fondamentales du SPD. Il a auparavant dirigé les bureaux de la fondation en Inde et en Thaïlande.

CONTACT

Fondation Friedrich-Ebert

41 bis, bd. de la Tour-Maubourg 75007 | Paris | France

Tel. +33 (0)1 45 55 09 96

Fax: +33 (0)1 45 55 85 62

<https://paris.fes.de>

fes@fesparis.org

Autres publications de la FES Paris à télécharger sur le site <http://fesparis.org/publications.html> :

Bläsius, Julia

Quel bilan faire de la campagne?

Les élections fédérales en Allemagne
Paris, octobre 2021

Hansen, Annika S.; Gienanth, Tobias von

Le Sahelistan

Pourquoi le Mali n'est pas l'Afghanistan
Paris, septembre 2021

Hillion, Christophe; Blockmans, Steven

Passer du doute à l'assurance

Le service européen pour l'action extérieure en tant que soutien indispensable d'une UE géopolitique
Bruxelles, septembre 2021

Finchelstein, Gilles; Manz, Thomas

De la souveraineté européenne

Analyses européennes
Paris, juillet 2021

Theobald, Hildegard

En première ligne du coronavirus

L'expérience du personnel soignant en Allemagne
Paris, juillet 2021

Meng, Richard

L'heure du renouveau a-t-elle sonné ?

L'émergence d'un nouveau paysage politique en Allemagne
Paris, juin 2021

Hubertus Heil

La loi sur le devoir de vigilance en Allemagne

Vers un renforcement des droits humains au sein des chaînes de production ?
Paris, mars 2021

Horn, Gustav A.

Santé et économie

Deux objectifs contradictoires ? L'Allemagne et la crise de la Covid-19
Paris, mars 2021

Borgnäs, Kajsa; Kellermann, Christian

Stratégie allemande de relance

Vers une transformation écologique et numérique?
Paris, janvier 2020

Misik, Robert

Socialdémocratie et sécurité

Les leçons de l'élection municipale de Vienne
Paris, décembre 2020

Schmid, Nils

L'OSCE et la paix en Europe

L'heure du renouveau a sonné
Paris, décembre 2020

Simon, Edouard

La France, l'Allemagne, l'Europe

La centralité retrouvée de la relation franco-allemande
Paris, décembre 2020

Lemb, Wolfgang; Ziegler, Astrid

La politique industrielle de l'Europe

Analyse et propositions du syndicat IG Metall
Paris, novembre 2020

Salheiser, Axel; Richter, Christoph

Les profiteurs de la peur? Allemagne

Le populisme de droite et la crise du COVID-19 en Europe
Paris, novembre 2020

Litz, Philipp

Commission du charbon en Allemagne

Quel modèle de participation pour la transition énergétique ?
Paris, novembre 2020

Hennicke, Martin et Noll, Wulf

Mutations structurelles dans la Ruhr

Quels enseignements pour les processus de transformation à venir ?
Paris, octobre 2020